

(1)

(N° 99)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 21 FÉVRIER 1912.

Proposition de loi modifiant la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. CARTUYVELS.

MESSIEURS,

La proposition de loi dont MM. Hoyois et consorts ont pris l'initiative est simple.

Il est, dès lors, inutile que le rapport de la Commission spéciale entre à son sujet dans de longues explications.

D'autant plus que les *Développements* qui accompagnent le texte de la proposition en précisent nettement la portée et montrent clairement à quel point elle se justifie.

Certes, il n'est point entré dans la pensée des auteurs de la proposition de loi de regarder toutes les sociétés d'assurances indistinctement comme s'inspirant du même esprit. Mais, comme il est impossible de légiférer pour les sociétés qui abusent à n'en pas douter des dispositions actuelles de la loi sur la compétence et de laisser les autres sous l'empire de cette loi, il a fallu procéder par voie de dispositions générales applicables à toutes.

L'intérêt des assurés vaut bien, du reste, celui des sociétés d'assurances. D'autre part, on peut dire que les abus auxquels veulent remédier MM. Hoyois

(1) Proposition de loi, n° 252 (session de 1910-1911).

(2) La Commission, présidée par M. CARTUYVELS, était composée de MM. DE KERCHOVE D'EXAERDE, D'HUART, RAEMDONCK, VANDEWALLE.

et consorts sont si criants et si fréquents qu'il est d'intérêt social que le législateur intervienne enfin pour y couper court.

*
*
*

L'honorable M. Hoyois, signataire des *Développements* de la proposition de loi, précise en ces termes la situation qui doit prendre fin :

« Tous ceux qui sont un peu versés dans les choses de l'assurance savent combien est grand le nombre des sociétés d'assurances qui, dans leurs polices, modifient d'une façon générale et systématique les règles de la compétence telle qu'elle est fixée par la loi.

» En matière de compétence territoriale, la règle fondamentale est que le défendeur doit être assigné à son domicile : *actio sequitur forum rei*.

» Cependant, à cette règle le législateur de 1876 a apporté ce tempérament ou cette exception que, quand il s'agit d'une action mobilière, cette action peut être portée indifféremment devant le juge soit du lieu où l'obligation est née, soit du lieu où celle-ci a été exécutée ou du lieu où elle doit l'être.

» Non contentes de cela, les sociétés et compagnies d'assurances presque toutes — et encore celles qui n'agissent pas de la sorte sont-elles peut-être celles qui pourraient le faire avec le minimum d'inconvénients pour les assurés — ont pris l'habitude d'introduire dans les conditions générales de leurs polices cette clause que les contestations éventuelles entre elles et leurs assurés seront portées devant le juge du lieu de leur siège social à elles, d'ordinaire situé dans l'agglomération bruxelloise. Certaines d'entre elles, renchérissant encore sur ce système, se réservent en sus le droit de les porter à leur gré devant « un juge » — sans préciser autrement — « de l'agglomération bruxelloise », et ce dans la pensée, généralement, de porter ces litiges éventuels devant certain juge plutôt que devant tel autre dont la jurisprudence leur paraîtrait moins favorable.

» Si ces litiges avaient une réelle importance, peut-être les assurés supporteraient-ils, sans trop se plaindre, ce régime — tout à l'avantage des sociétés d'assurances et qu'il leur faut subir de plus en plus, ... les conditions générales des contrats de toutes les sociétés et compagnies d'assurances tendant à s'uniformiser toujours davantage.

» Mais souvent il s'agit de petites sommes, du paiement des primes, du point de savoir si un contrat de mince valeur est ou non valable, est ou non résilié, etc., etc. D'ordinaire, le litige ne vaut pas le déplacement. »

Tout cela est rigoureusement exact. De sorte que, comme le dit l'honorable signataire des *Développements* de la proposition de loi, le système imaginé par les sociétés d'assurances devient fréquemment — nous ne dirons pas « toujours », pour ne pas blesser inutilement celles des sociétés d'assurances qui ne méritent pas ce reproche — un moyen de pression sur les assurés, à l'effet de les obliger à s'incliner devant les prétentions

de l'assureur à peine d'avoir à supporter les frais et les ennuis d'un procès à plaider ailleurs que devant leur juge naturel et souvent au loin — car les sociétés d'assurances n'hésitent pas plus à assigner à Bruxelles un assuré d'Arton ou d'Hasselt qu'un autre de Lennick-Saint-Quentin.

Il est exact aussi que « les inconvénients de ce système deviennent de jour en jour d'autant plus sensibles que trop souvent, à raison de l'effrénée concurrence qu'elles se font entre elles, les sociétés d'assurances recourent, pour arriver à la conclusion de contrats, à des manœuvres qui ne sont pas toujours marquées au coin de la plus délicate correction, voire même parfois de la plus élémentaire honnêteté.

» Si bien que, tandis que, d'une part, les magistrats des juridictions surchargées se plaignent d'un encombrement intolérable de leurs rôles par les affaires d'assurance, d'autre part, le mécontentement dans le monde des assurés est général et les plaintes de ceux-ci sont des plus vives d'un bout à l'autre du pays. »

La même situation s'étant longtemps rencontrée en France, le législateur a fini par s'en émouvoir. Il a arrêté, en conséquence, des dispositions analogues à celles qui font le fond de la présente proposition de loi. Depuis lors, paraît-il, les plaintes ont cessé : les sociétés d'assurances ne sont pas parvenues à tourner la loi nouvelle, elles se sont faites au régime nouveau et tout est rentré dans l'ordre.

On peut supposer, comme les auteurs de la proposition de loi, qu'il en sera de même en Belgique. Tel est du moins l'espoir que nourrit la Commission spéciale.

Du reste, en donnant aux dispositions nouvelles de l'article 1^{er} de la proposition dans son texte définitif le caractère de dispositions d'ordre public — auxquelles dès lors il ne peut être dérogé contractuellement —, le législateur belge prend, contre les velléités de tourner la loi que pourraient avoir les sociétés d'assurances, la même garantie que le législateur français.

*
* * *

Peut-être, cependant, pourrait-on craindre que l'espoir du législateur ne se réalise pas, s'il ne prend pas, dès à présent, une garantie supplémentaire.

En effet, la plupart des polices d'assurance — surtout les polices des sociétés qui dérogent aux règles de la compétence de droit commun dans la pensée de venir plus aisément à bout des résistances éventuelles des assurés — contiennent fréquemment une clause sur laquelle il importe que le législateur fixe son attention. C'est celle soumettant obligatoirement à l'arbitrage tout litige pouvant survenir entre la société et l'assuré. Cette clause « compromissoire » est fréquemment, elle-même, une source d'intolérables abus.

Trop souvent on voit les sociétés d'assurances qui ont inscrit cette clause

dans leurs polices tarder indéfiniment à nommer leur arbitre, et même ne donner aucune réponse aux assurés leur demandant la constitution du tribunal arbitral — ce qui oblige ces assurés à leur faire, avant toute décision sur le fond du litige par la juridiction arbitrale, un premier procès en désignation d'arbitre. Et certaines sociétés d'assurances se montrent d'autant moins disposées à répondre avec empressement aux demandes de désignation amiable d'arbitres que leur adressent les assurés — surtout les assurés sinistrés — que, d'ordinaire aussi, la police prévoit que l'assuré est déchu de tout droit à réclamation après un très court délai : la tactique des sociétés visées consiste à arriver à l'expiration de ce délai avant que solution ait été donnée au litige. D'autre part, les arbitrages, en matière d'assurance, sont généralement frayeux, relativement du moins. De sorte que, si les sociétés d'assurances, pour échapper à l'application de la loi nouvelle, se mettaient à généraliser la clause compromissoire, on pourrait se demander si, dans l'ensemble, la situation des assurés ne se trouverait pas plutôt aggravée. En tout cas, le législateur courrait le risque de les avoir garantis d'un mal pour les exposer à un autre mal.

C'est ce que s'est dit, justement, l'honorable M. Hoyois.

Aussi a-t-il saisi la Commission spéciale d'un amendement au texte primitif de sa proposition — amendement que la Commission a adopté et qui deviendrait le II de l'article 1^{er}.

Cet amendement serait ainsi libellé :

« En cette même matière, les parties ne pourront compromettre sur des contestations futures dont la valeur n'excédera pas le taux de la compétence ordinaire des juges de paix. »

En ne visant pas les contestations nées, mais seulement les contestations futures, l'amendement empêche l'abus visé sans entraver plus qu'il n'est nécessaire la liberté des parties.

D'autre part, en ne prohibant la clause compromissoire que pour les contestations de peu d'importance, que pour les petits litiges, que pour les contestations dont l'objet n'est pas d'une valeur supérieure à ce qui rentre dans la compétence ordinaire des juges de paix, l'amendement ne va pas au delà du strict nécessaire et ne dépasse pas le but que son auteur a en vue.

C'est ici le lieu de faire remarquer que la loi du 24 novembre 1903 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail exclut, elle aussi, du moins implicitement, d'une manière générale, la clause compromissoire et qu'elle ne l'autorise que pour les entreprises affiliées à des caisses communes d'assurances agréées (dont les statuts peuvent stipuler que le jugement des contestations sera déféré à une Commission arbitrale).

En donnant à l'ensemble des dispositions constitutives de l'article 1^{er} du texte définitif de la proposition le caractère de dispositions d'ordre public, — aussi bien à celles placées sub n° I qu'à celles figurant sub n° II —, les auteurs de la proposition prennent, contre les veilléités de tourner la loi

que pourraient avoir certaines sociétés d'assurances, une garantie nécessaire, analogue à celle à laquelle a eu recours le législateur français.

Il est, dès lors, naturel que, contractuellement, les parties n'y puissent d'aucune manière déroger.

*
* *

L'honorable M. Hoyois a proposé, en outre, trois autres modifications, mais de pure forme, à la proposition primitive.

L'une consiste à faire des dispositions proposées un article nouveau, à intercaler, sous le n° 4^{bis}, dans la loi du 23 mars 1876 sur la compétence.

La seconde consiste à substituer, dans l'alinéa 2, ainsi conçu : « En matière de contrats d'assurances l'action ne pourra être portée que devant *la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent, etc.* », aux mots : « *la juridiction compétente dans le ressort de laquelle* », les mots : « *le juge dans le ressort duquel* ». Ce changement n'a pour but que de maintenir la terminologie de la loi de 1876.

La troisième modification consiste à faire de l'alinéa final de l'article 1^{er} un article distinct, pour qu'il apparaisse clairement que ni les dispositions reprises sub n° I ni celles reprises sub n° II du nouveau texte de l'article 1^{er} ne sont applicables en matière d'assurances maritimes ni à celle de la réparation des accidents du travail.

La Commission s'est ralliée à ces trois changements également.

En conséquence, à l'unanimité de ses membres, elle a adopté la proposition dans le texte définitif que lui a donné l'honorable M. Hoyois. Elle a l'honneur d'en recommander l'adoption à la Chambre. Et elle se plaît à espérer que celle-ci ne se séparera pas sans l'avoir votée. A cet effet, sans doute, la Chambre estimera-t-elle utile d'en joindre la discussion à celle du Budget du Ministère de la Justice.

Le Président rapporteur,

CARTUYVELS.

**Texte primitif de la proposition
de loi.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 43 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile :

En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée què devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

- 1° le domicile de l'assuré ;
- 2° les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

Art. 2.

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

**Oorspronkelijke tekst van het
wetsvoorstel.**

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor de bevoegde rechtsmacht binnen welker gebied zich bevinden :

- 1° De woonplaats van den verzekerde;
- 2° De verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het geldt verzekeringen tegen gevaren deze betreffende, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het geldt verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspruitende uit arbeidsongevallen.

Art. 2.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst beschouwd als van rechtswege nietig.

**Texte définitif proposé par
la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 23 mars 1876 sur la compétence en matière civile, dont elles formeront l'article 45^{bis} :

I. En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée que devant *le juge* dans le ressort duquel se trouvent :

1° le domicile de l'assuré;

2° les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

II. *En cette même matière, les parties ne pourront compromettre sur des contestations futures dont la valeur n'excédera pas le taux de la compétence ordinaire des juges de paix.*

ART. 2.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

ART. 3.

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

**Tekst, door de Commissie
voorgoed vastgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden, *als artikel 45^{bis}*, toegevoegd aan de wet van 23 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

I. In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor *den rechter* binnen welks gebied zich bevinden :

1° De woonplaats van den verzekerde;

2° De verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het geldt verzekeringen tegen gevaren deze betreffende, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het geldt verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

II. *In soortgelijke zaken, kunnen partijen zich niet beroepen op scheidsrechters voor toekomstige geschillen waarvan de waarde niet gaat boven het bedrag der gewone bevoegdheid van de vrederechters.*

ART. 2.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

ART. 3.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst beschouwd als van rechtswegè nietig.

(11)

(A)
(Nr 99)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 FEBRUARI 1912.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid
in burgerlijke zaken (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **CARTUYVELS**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel, door den heer Hoyois c. s. ingediend, is eenvoudig.

Het is derhalve niet noodig dat het verslag van de Bijzondere Commissie in uitvoerige uitlegging trede, te meer daar de *Memorie van Toelichting*, die den tekst van het voorstel vergezelt, den omvang ervan nauwkeurig bepaalt en duidelijk aantoonst hoezeer het gewettigd is.

Het lag voorzeker niet in de bedoeling van de ondertekenaars van het wetsvoorstel, al de verzekeringsmaatschappijen zonder onderscheid te beschouwen als zijnde behebt met dezelfde geestesgesteldheid. Doch, daar het onmogelijk is wetten te maken tegen maatschappijen die onbetwistbaar misbruik maken van de bestaande bepalingen der wet op de bevoegdheid, en deze bepalingen te laten bestaan voor de overige, waren wij wel verplicht onze toevlucht te nemen tot algemeene wetsbepaling, van toepassing op alle.

Het belang der verzekerden is overigens wel het belang der verzekeringsmaatschappijen waard. Anderdeels, kan men zeggen dat de misbruiken, die de heeren Hoyois c. s. willen bestrijden, zóó schreeuwend en zóó talrijk zijn dat men gerust mag beweren dat het maatschappelijk belang het

(1) Wetsvoorstel, nr 252 (zittingsjaar 1910-1911).

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer CARTUYVELS, was samengesteld uit de heeren DE KERCHOVE D'EXAERDE, D'HAERT, RAEMDONCK en VAN DEWALLE.

optreden van den wetgever vergt, om voorgoed daaraan een einde te maken.

*
* *

De heer Hoyois, die de *Memorie van Toelichting* van het wetsvoorstel onderteekende, omschrijft in de volgende bewoordingen den toestand die moet ophouden :

« Wie eenigszins op de hoogte is van verzekeringszaken weet immers dat een aantal verzekeringsmaatschappijen, in hare polis, op algemeene en stelselmatige wijze de regelen der bevoegdheid, zooals deze bij de wet is vastgesteld, wijzigen.

» In zake van plaatselijke bevoegdheid geldt als hoofdregel, dat de verweerder moet worden gedagvaard aan zijne woonplaats : *actio sequitur forum rei*.

» Aan dezen regel heeft de wetgever, in 1876, echter deze verzachting of wijziging toegebracht, dat, wanneer het betreft eene roerende rechtsvordering, deze vordering kan worden gebracht, naar keuze, of voor den rechter van de plaats waar de verbintenis is ontstaan, of voor dien van de plaats waar zij werd uitgevoerd of van de plaats waar zij moet worden uitgevoerd.

» Zich daarmede niet vergenoegende, zijn bijna al de maatschappijen en vennootschappen van verzekering — terwijl degene, die aldus niet handelen, het wellicht zouden kunnen doen met het minimum van bezwaren voor den verzekerde — gewoon om onder de algemeene voorwaarden van hare overeenkomsten een beding op te nemen, krachtens hetwelk de mogelijke geschillen, die tusschen haar en hare verzekerden zouden kunnen oprijzen, zullen worden gebracht voor den rechter van de plaats waar zij, maatschappijen, haren zetel hebben — over 't algemeen zijn zij gevestigd in Brussel en voorsteden. Enkele harer, het nog verder drijvende, behouden zich bovendien het recht voor, de geschillen, naar hare keuze, te brengen voor een rechter — zonder verder te bepalen — van Brussel en voorsteden, en dat wel, doorgaans, met de gedachte die mogelijke geschillen te brengen voor zekeren rechter, liever dan voor een anderen welks rechtspraak haar minder voordeelig mocht toeschijnen.

» Indien die geschillen werkelijk belangrijk waren, dan zouden de verzekerden zich wellicht, zonder te veel te klagen, onderwerpen aan dat stelsel, — 't welk geheel ten voordeele van de verzekeringsmaatschappijen is en waarvan zij als 't ware hoe langer hoe meer het slachtoffer worden, vermits de algemeene bepalingen der overeenkomsten van al de verzekeringsmaatschappijen en verzekeringsvennootschappen er naar streven om steeds meer eenvormig te worden.

» Doch dikwijls betreft het kleine sommen, de betaling van premiën, de zaak te weten of eene overeenkomst van geringe waarde al of niet geldig is, al dan niet is verbroken, enz., enz. Gewoonlijk is het geschil de moeite niet waard zich daarvoor te verplaatsen. »

Dat alles is volkomen juist. Volgens den achtbaren onderteekenaar der *Memorie van Toelichting* van het wetsvoorstel, wordt dus het stelsel, door de verzekeringsmaatschappijen uitgedacht, vaak — wij zeggen niet « altijd » om niet zonder nut de maatschappijen te kwetsen, die dit verwijt niet verdienen — een schandelijk middel van drukking op de verzekerden om hen te dwingen het hoofd neer te leggen bij de aanmatigingen van den verzekeraar, zooniet zich bloot te stellen aan de kosten en onaangenaamheden van een rechtsgeding voor een anderen dan hun eigen rechter en dikwijls heel verre, — want de verzekeringsmaatschappijen dagen al even gemakkelijk, om te Brussel te verschijnen, een verzekerde van Aarlen of Hasselt als een andere verblijvende te Sint-Quintens-Lennik.

Het is even waar dat « de bezwaren, aan dat stelsel verbonden, zich iederen dag te meer doen gevoelen, daar, ten gevolge van de onbezonnen mededinging welke onder de verzekeringsmaatschappijen bestaat, deze, om overeenkomsten te kunnen sluiten, te veel hare toevlucht nemen tot praktijken die altijd niet zeer kiesch, ja soms volstrekt oneerlijk zijn, zoodat, eenerzijds, de magistraten der rechtsmachten er over klagen, dat de rollen overlast zijn met zaken betrekking hebbende op verzekering, en de misnoegdheid, anderzijds, algemeen is bij de verzekerden; gansch het land door wordt door dezen hevig geklaagd. »

Hetzelfde bestond gedurende langen tijd in Frankrijk. Op den duur heeft de wetgever er zich over ontroerd. Bijgevolg stemde hij maatregelen in den aard van die voorkomende in dit ons wetsvoorstel. Sedert, schijnt het, hielden de klachten op: de verzekeringsmaatschappijen slaagden er niet in, de nieuwe wet te ontduiken, ze gewenden zich aan den nieuwen regel — ofschoon hij, te haren nadeele doch uit noodzaak, den regel wijzigde volgens welken, in zake van verzekering, het geding wordt gebracht voor den rechter van de plaats waar de verwerende partij hare woonplaats heeft — en alles schikte zich weer goed.

Met de onderteekenaars van het wetsvoorstel, mag men veronderstellen dat het ook zoo zal gaan in België. Dit hoopt althans de Bijzondere Commissie.

Overigens, door aan de nieuwe bepalingen, met name aan al de bepalingen die in den definitieven tekst van het voorstel voorkomen, het karakter toe te kennen van bepalingen waarbij de algemeene orde is betrokken, — waarvan derhalve niet mag worden afgeweken bij overeenkomst —, roept de Belgische wetgever tegen de verzekeringsmaatschappijen, die de wet zouden willen ontduiken, denzelfden waarborg in 't leven als de Fransche wetgever het deed.

*
* *

Wellicht, echter, zou men kunnen vreezen dat de hoop van den wetgever niet zal worden verwezenlijkt, indien hij van nu af aan niet een aanvullenden waarborg in de wet schrijft.

Inderdaad, de meeste verzekeringspolissen — vooral de polissen der

maatschappijen die afwijken van de regelen der bevoegdheid, behoorende tot het gemeene recht, met het doel den gebeurlijken weerstand van de verzekerden gemakkelijker te overwinnen — bevatten dikwerf een beding waarop het noodig is de aandacht van den wetgever te vestigen, namelijk de verplichting, elk geschil tusschen maatschappij en verzekerde aan scheidsrechters te onderwerpen. Dit beding van « scheidsgerecht » is vaak zelf eene bron van niet te dulden misbruiken.

Al te dikwijls wachten verzekeringsmaatschappijen, die dit beding in hunne polissen opnamen, oneindig lang voordat zij haren scheidsrechter benoemen; zij antwoorden zelfs niet aan de verzekerden die haar vragen het scheidsgerecht samen te stellen. Zoodat de verzekerden verplicht zijn, tegen haar, vóór alle beslissing over den grond van het geschil door de scheidsrechters, eerst een geding in te stellen tot aanwijzing van scheidsrechters. Sommige verzekeringsmaatschappijen zijn des te minder geneigd, spoedig gehoor te geven aan het verzoek tot aanwijzing in der minne van scheidsrechters, haar gedaan door de verzekerden — vooral door verzekerden wien een ongeval overkwam —, daar, gewoonlijk ook, de polis voorziet dat de verzekerde na een zeer korten termijn alle rechten verbeurt; de tactiek van deze maatschappijen heeft ten doel, het verloop van dien termijn te bereiken voordat de zaak haar beslag krijgt. Anderdeels, is het scheidsgerecht in zake van verzekering over 't algemeen kostbaar, althans betrekkelijk kostbaar; moesten dus de verzekeringsmaatschappijen, om te ontsnappen aan de toepassing der nieuwe wet, het beding van scheidsgerecht algemeen maken, dan zou men zich kunnen afvragen of, in zijn geheel, de toestand van de verzekerden niet zou verslecht zijn. In elk geval zou de wetgever het gevaar loopen hen tegen een kwaad te hebben beschut om hen bloot te stellen aan een ander kwaad.

Dit meende zeer terecht de achtbare heer Hoyois.

Ook heeft hij bij de Bijzondere Commissie een amendement ingediend op den oorspronkelijken tekst van zijn wetsvoorstel; de Commissie, met eenparige stemmen van al de aanwezige leden, nam dit amendement aan, dat II zou worden van artikel 1.

Dit amendement luidt als volgt :

« In soortgelijke zaken, kunnen partijen zich niet beroepen op scheidsrechters voor toekomstende geschillen waarvan de waarde niet gaat boven het bedrag der gewone bevoegdheid van de vrederechters. »

Door niet de ontstane geschillen, maar enkel de *toekomstende* geschillen te bedoelen, belet het amendement het bedoelde misbruik zonder de vrijheid der partijen aan banden te leggen meer dan noodig is.

Anderdeels, door het beding van scheidsgerecht enkel te verbieden voor betwistingen van weinig belang, voor geringe geschillen waarvan de waarde niet gaat boven het bedrag der gewone bevoegdheid van de vrederechters, strekt het amendement niet verder dan noodig is en gaat ook niet verder dan het door zijn steller beoogde doel.

Het is hier de plaats om aan te merken dat ook de wet van 24 Novem-

ber 1903 op de vergoeding van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen het beveling van scheidsrecht op algemeene wijze, althans stilzwijgend, uitsluit en dat zij het slechts toelaat in ondernemingen, aangesloten bij toegelaten gemeene verzekeringskassen waarvan de statuten mogen bedingen dat de beslechting van de betwistingen zal opgedragen worden aan eene scheidsrechterlijke Commissie.

Door aan het geheel der bepalingen, die artikel 1 van den definitieven tekst van het voorstel uitmaken, het karakter te geven van wetsbepalingen van openbare orde — zoowel de bepalingen sub I als die sub II —, nemen de voorstellers tegen den lust tot onduiking der wet, dien zekere verzekeringsmaatschappijen mochten aan den dag leggen, eenen noodigen waarborg, van gelijken aard als die welke werd ingevoerd door de Fransche wetgeving.

Het is derhalve natuurlijk dat partijen niet kunnen overeenkomen, daarvan op eenige wijze af te wijken.

*
*
*

De achtbare heer Hoyois stelde bovendien in zijn oorspronkelijk voorstel drie andere wijzigingen voor die enkel den vorm bedoelen.

De eerste maakt van de voorgestelde bepalingen een nieuw artikel, in te lasschen, onder n^o 43^{bis}, in de wet van 23 Maart 1876 op de bevoegdheid.

De tweede vervangt in alinea 2, aldus luidende: « In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor *de bevoegde rechtsmacht binnen welker gebied zich bevinden* », de woorden: « *bevoegde rechtsmacht binnen welker gebied* » door de woorden: « *den rechter binnen welks gebied* ». Deze wijziging heeft enkel ten doel, de bewoordingen der wet van 1876 te behouden.

De derde wijziging maakt van de slotalinea van artikel 1 een afzonderlijk artikel, opdat het duidelijk blijke dat noch de bepalingen sub n^o I, noch die sub n^o II van den nieuwen tekst van artikel 1 toepasselijk zijn in zake van zeeverzekering, noch in zake van vergoeding van schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

De Commissie sloot zich ook bij deze drie wijzigingen aan.

Bijgevolg nam zij, met eenparige stemmen van de aanwezige leden, het voorstel aan, zooals het luidt in den definitieven tekst, door den achtbaren heer Hoyois opgesteld. Zij heeft de eer, de Kamer te verzoeken, het wetsvoorstel goed te keuren; zij hoopt dat de Kamer niet zal uiteengaan voordat het aangenomen is. Te dien einde zal de Kamer het wellicht oorbaar vinden, het te behandelen bij de beraardslaging over de Begroting van Justitie.

De Voorzitter-verslaggever,

CARTUYVELS.

Texte primitif de la proposition de loi.**Oorspronkelijke tekst van het wetsvoorstel.****ARTICLE PREMIER.****EERSTE ARTIKEL.**

Les dispositions suivantes sont ajoutées à l'article 43 de la loi du 25 mars 1876 sur la compétence en matière civile :

De navolgende bepalingen worden toegevoegd aan artikel 43 der wet van 25 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée que devant la juridiction compétente dans le ressort de laquelle se trouvent :

In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor de bevoegde rechtsmacht binnen welke gebied zich bevinden :

1^o le domicile de l'assuré ;

1^o De woonplaats van den verzekerde ;

2^o les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

2^o De verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het geldt verzekeringen tegen gevaren deze betreffende, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het geldt verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortvloeiende uit arbeidsongevallen.

ART. 2.**ART. 2.**

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst beschouwd als van rechtswege nietig.

**Texte définitif proposé par
la Commission.**

ARTICLE PREMIER.

Les dispositions suivantes sont ajoutées à la loi du 23 mars 1876 sur la compétence en matière civile, dont elles formeront l'article 45^{bis} :

I. En matière de contrats d'assurances, l'action ne pourra être portée que devant le juge dans le ressort duquel se trouvent :

1° le domicile de l'assuré;

2° les immeubles ou les meubles assurés, s'il s'agit d'assurances contre les risques les concernant, et le lieu où s'est produit l'accident, s'il s'agit d'assurances contre les accidents dont sont victimes les personnes ou les animaux.

II. En cette même matière, les parties ne pourront compromettre sur des contestations futures dont la valeur n'excédera pas le taux de la compétence ordinaire des juges de paix.

ART. 2.

Il n'est pas dérogé aux règles générales de compétence en matière d'assurances maritimes ni à l'article 26 de la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail.

ART. 3.

Sauf pour les actions actuellement pendantes en justice, toute convention contraire à la présente loi sera réputée nulle de plein droit.

**Tekst, door de Commissie
voorgoed vastgesteld.**

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende bepalingen worden, als artikel 45^{bis}, toegevoegd aan de wet van 23 Maart 1876 op de bevoegdheid in burgerlijke zaken :

I. In zake van verzekeringsovereenkomsten, mag de eisch alleen worden gebracht voor den rechter binnen welks gebied zich bevinden :

1° De woonplaats van den verzekerde;

2° De verzekerde onroerende of roerende goederen, indien het geldt verzekeringen tegen gevaren deze betreffende, en de plaats waar het ongeval zich voordeed, indien het geldt verzekeringen tegen de ongevallen waarvan personen of dieren het slachtoffer zijn.

II. In soortgelijke zaken, kunnen partijen zich niet beroepen op scheidsrechters voor toekomstige geschillen waarvan de waarde niet gaat boven het bedrag der gewone bevoegdheid van de vrederechters.

ART. 2.

Er wordt niet afgeweken van de gewone regelen van bevoegdheid in zake van zeeverzekeringen, evenmin als van artikel 26 der wet van 24 December 1903 op de vergoeding der schade voortspuitende uit arbeidsongevallen.

ART. 3.

Behalve voor de thans aanhangige rechtsvorderingen, wordt elke met deze wet strijdige overeenkomst beschouwd als van rechtswege nietig.